

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/W/82

15 avril 1998

(98-1503)

**Conseil général
24 avril 1998**

Original: anglais

STATU QUO TARIFAIRE POUR LE COMMERCE ELECTRONIQUE

Proposition du Canada

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 avril 1998.

1. Des travaux sont en cours au niveau international dans plusieurs instances afin d'encourager le développement du commerce électronique global. La CNUCED, l'OMPI, l'APEC et l'OCDE étudient actuellement divers aspects du commerce électronique; parmi les questions fondamentales à l'examen figurent, notamment, la protection du consommateur, la taxation, la protection des données personnelles et la reconnaissance des signatures numériques.

2. Le document descriptif établi récemment par le Secrétariat de l'OMC et la proposition des Etats-Unis de créer un espace exempt de droits pour le commerce électronique ont soulevé plusieurs questions de politique commerciale. Les Membres ont besoin de temps pour se familiariser avec ces questions avant d'essayer de les résoudre. Dans l'intervalle, il est important d'assurer la prévisibilité de ce qui sera peut-être l'un des facteurs les plus importants qui contribueront à stimuler le commerce au cours du siècle à venir.

3. Il y a un certain nombre de questions urgentes liées au commerce que les Membres devront étudier:

- a) Dans quelles circonstances ce qui est livrable par des moyens électroniques devrait être considéré comme un produit ou un service?
- b) Lorsqu'il est considéré qu'il s'agit d'un service, dans quelles circonstances ce qui est livrable par des moyens électroniques devrait être considéré comme franchissant une frontière ou comme étant offert à l'intérieur des frontières d'un pays?
- c) Jusqu'à quel point le commerce électronique est-il visé par des obligations en matière de commerce contractées dans le cadre de l'OMC?
- d) De quelle manière le commerce électronique devrait-il être traité dans le contexte de négociations commerciales futures?

Le processus approprié pour débattre de ces questions à l'OMC devra être déterminé.

./.

4. Pendant que ces questions sont examinées, il serait utile que les Membres conviennent de ne pas appliquer de nouvelles mesures qui se traduiraient par l'application de droits de douane à ce qui est livrable par des moyens électroniques. Un tel *statu quo* tarifaire concernant les nouvelles mesures serait sans préjudice des mesures déjà en place. Il s'appliquerait uniquement aux droits de douane, et non aux taxes.

5. Ce *statu quo* tarifaire ne s'appliquerait qu'à ce qui est transmis par des moyens électroniques. Il ne s'appliquerait pas à ce qui est commandé par des moyens électroniques, mais livré par des moyens autres qu'électroniques. Il ne s'appliquerait pas non plus à ce qui est transmis par des moyens électroniques et qui est intrinsèque et nécessaire au fonctionnement d'un produit livré par des moyens autres qu'électroniques.

6. Le *statu quo* tarifaire devrait être lié aux discussions futures dans le contexte de l'OMC. Les Membres devraient le réexaminer après le 1er janvier 2000.

Proposition

Il est convenu ce qui suit:

Sans préjudice des travaux en cours à l'OMC et des décisions futures des Membres relatives aux droits de douane et aux aspects du commerce électronique qui touchent à la politique commerciale, les Membres conviennent de n'appliquer aucune nouvelle mesure qui se traduirait par l'application de droits de douane à ce qui est livrable par des moyens électroniques. Les Membres procéderont à une réévaluation du *statu quo* après le 1er janvier 2000.
